



## VILLE DE COGOLIN

### ARRETE DU MAIRE

**N° 2024/634**

**CIRCULATION INTERDITE : RUE PASTEUR - STATIONNEMENT RESERVE : AVENUE GEORGES CLEMENCEAU : déménagement / emménagement**

Le maire de la commune de Cogolin,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et suivants,

Vu le code de la route, et notamment les articles R.411-8, R.411-26 et R.417-10,

Vu le code de la voirie routière, et notamment les articles L.111-1, L.113-2, R.116-2, et le chapitre VI du titre Ier du livre Ier,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L.2212-2, L.2132-2,

Vu le code pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu la délibération du conseil municipal du 11 octobre 2022 portant sur le règlement de voirie communale,

**Vu la demande en date du 23 mai 2024 de Madame PAECH Brigitte, afin de procéder à son déménagement, au droit du 18, rue Pasteur, et à son emménagement au droit du n° 22, avenue Georges Clémenceau, le lundi 10 juin 2024,**

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement sur ladite voie,

### ARRETE

#### ARTICLE 1

Le véhicule sera autorisé à occuper les deux places, dont le stationnement « arrêt minute » devant la pharmacie de la poste, au droit du n° 26, avenue Georges Clémenceau :

|                                               |
|-----------------------------------------------|
| <p>le lundi 10 juin 2024<br/>de 12H à 18H</p> |
|-----------------------------------------------|

#### ARTICLE 2

Le stationnement sera interdit sur deux emplacements, au droit du n° 18, rue Pasteur :

|                                                |
|------------------------------------------------|
| <p>le lundi 10 juin 2024<br/>de 5H30 à 12H</p> |
|------------------------------------------------|

#### ARTICLE 3

Les déchets issus du déménagement ne seront, en aucun cas, déposés sur la voie publique. Ils seront, soit pris par le déménageur, soit transportés par les soins du client à la déchetterie municipale.

#### ARTICLE 4

Le pétitionnaire est responsable de la mise en place de la signalisation et du balisage du chantier, de son maintien pendant les travaux, ainsi que de la circulation publique à proximité du chantier par la mise en place des panneaux.

## ARTICLE 5

Les services techniques de la commune auront la charge de déposer deux barrières au droit du 18, rue Pasteur, et deux barrières au droit du 26, avenue Georges Clémenceau, ainsi que d'afficher le présent arrêté sur celles-ci. Le pétitionnaire devra mettre en place les barrières 72H avant la date de début de l'arrêté et il veillera à ce que la signalisation reste en place jusqu'à la fin de l'autorisation. Il conviendra de téléphoner à la Police Municipale 04.94.54.58.98 afin que la patrouille puisse constater la mise en place de la signalisation.

## ARTICLE 6

En cas d'infraction aux prescriptions du présent arrêté, conformément aux dispositions des articles R 411.26 et R 417.10 du code de la route, tout conducteur sera puni de l'amende prévue, et il sera prévu l'enlèvement du véhicule aux frais du contrevenant et à ses risques et périls.

## ARTICLE 7

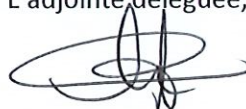
La circulation des véhicules de secours, police, pompiers et ambulances devra être maintenue en permanence.

## ARTICLE 8

Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Grimaud, Monsieur le Directeur de la police municipale de Cogolin, Monsieur le Chef de corps des sapeurs-pompiers de Grimaud, Monsieur le Directeur des services techniques de la ville et l'intéressé sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera publiée.

Fait à Cogolin, le 29 mai 2024

L'adjointe déléguée,



Audrey TROIN



Le maire,

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, Précise que suivant les dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Toulon – 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Formalités de publicité effectuées le : 31/05/2024

Notifié le :